

Réponse de SFR à la consultation de l'ARCEP sur la collecte d'informations concernant le déploiement et la commercialisation des réseaux fixes à haut et très haut débit

Le projet de l'ARCEP mis en consultation publique propose de réviser la décision n°2018-0170 de collecte d'informations concernant le déploiement et la commercialisation des réseaux HD-THD.

La réponse de SFR reprend l'ordre du document mis en consultation quant aux propositions de modifications de l'ARCEP.

1. Evolution des informations demandées aux OC sur la BLOM

Si SFR est en mesure de compléter les informations concernant le PM en y ajoutant le code INSEE de la commune, la demande de l'ARCEP concernant la séparation des lignes commercialisées entre celles cofinancées et celles en location paraît plus compliquée dans la mesure où l'information n'existe pas dans nos systèmes d'information.

2. Evolution des informations demandées aux opérateurs d'infrastructures

- **SFR** n'a pas de remarque particulière sur cette demande et sera en mesure de fournir le code INSEE du PM déployé ainsi que le nombre de locaux raccordés sur ce PM.
- **Xp Fibre** en revanche ne sera pas en mesure d'ajouter l'information sur le nombre de locaux raccordés à la maille du PM et souhaite donc que cette information ne soit pas demandée.

3. Evolution de la périodicité de transmission à l'Autorité des IPE

L'ARCEP souhaite accéder aux IPE des opérateurs d'infrastructures selon le même rythme que les opérateurs commerciaux (rythme quotidien). A date, seuls les opérateurs signataires des contrats d'accès aux lignes FttH sont destinataires des informations préalables enrichies (dits fichiers IPE). Nous nous interrogeons sur la demande de l'Arcep qui souhaite disposer des informations dans les mêmes modalités que les OC. Nous rappelons que les informations mises à dispositions prévoient des fichiers de nature différente (historiques, deltas, complets, etc.) conformément au protocole Interop'Fibre PM, à des fins d'éligibilité et de commercialisation.

La demande de l'Arcep ne nous paraît pas raisonnable, d'autant plus qu'elle sollicite le maintien de l'envoi par voie électronique 15 jours après chaque trimestre.

Si l'ARCEP voulait maintenir cette demande, il serait indispensable qu'elle s'inscrive dans les process déjà existants et que soit retirée l'obligation faite aux OI de fournir les IPE 15 jours après la fin du trimestre qui deviendrait alors redondante/superflue.

4. Evolution des informations relatives au marché de détail Entreprise

- La demande de l'ARCEP de séparer les accès portant une GTR 4H et une GTR 10H sur le marché de détail et sur le marché de gros n'est en l'état actuel des outils de **SFR** ni possible sur le marché de détail ni possible sur le marché de gros.
- **Pour Xp Fibre**, nous notons qu'en pratique l'option GTR 10H n'est pas demandée par les opérateurs et craignons que cet ajout n'apporte pas d'information particulière.

Concernant la BLOD, SFR sera en mesure de distinguer les accès fournis sur réseau propre et sur réseau tiers sur le marché de détail entreprises.

Pour la distinction entre accès passifs et actifs sur le marché de gros, nous estimons que la mise en place de cette évolution nécessitera pour Xp Fibre un délai raisonnable de mise en place de 6 mois après l'adoption de la décision modificatrice. Quant à SFR, elle ne propose pas sur le marché de gros d'offres BLOD passives et n'aura donc rien à déclarer dans cette nouvelle rubrique.

Enfin, l'ARCEP souhaite que les OC lui fournisse la liste des NRO sur lesquels est commercialisé un accès de haute qualité en FTTH sur le marché de gros ou de détail. Cette liste pourra être fournie sans néanmoins pouvoir distinguer entre le marché de gros et le marché de détail. En effet, les outils dont dispose SFR OC pour le suivi de ses accès FTTE permettent le suivi des NRO et du nombre d'accès commercialisés mais sans faire pour le moment la distinction entre marché wholesale et marché de détail.

5. Collecte de données prévisionnelles relatives au déploiement des réseaux fixes

Ces informations doivent permettre à l'Arcep de réaliser un diagnostic annuel des carences éventuelles en très haut débit sur le territoire.

Nous nous interrogeons concernant la demande de fichiers shapes complémentaires, dans la mesure où l'Autorité dispose déjà dans les fichiers IPE trimestriels des informations relatives à la référence de PM, le code INSEE associé, les dates d'installation et d'ouverture commerciale associées aux PM.

Nous sommes néanmoins favorables à la transmission de ces informations, mais sollicitons un délai supplémentaire pour la première transmission, que nous estimons à trois mois suivant l'adoption de la décision modificatrice. Ces informations pourraient être mises à jour une fois par an à la fin du 1er trimestre de chaque année, dans la mesure où la période de fin janvier proposée par l'Arcep est une période chargée en activités de rentrée.

Enfin, nous ne sommes pas favorables à la transmission annuelle d'un fichier de suivi de l'éligibilité des communes à la fermeture du cuivre, dans la mesure où il est préférable que ces informations soient centralisées par Orange, dans le cadre de son fichier « trajectoire ».

6. Evolution de la collecte de données relatives à la couverture de réseaux mobiles

L'article L. 33-12-1 du CPCE, créé par l'ordonnance n° 2021-650 transposant le code des communications électroniques européen en droit français, donne compétence à l'ARCEP pour établir au moins tous les 3 ans un relevé géographique de la couverture actuelle et prévisionnelle des réseaux. A cette fin, l'ARCEP a lancé la présente consultation visant à modifier la décision n° 2018-0170 en vue notamment de compléter la liste des informations qu'elle collecte relatives à la couverture des réseaux mobiles.

Le projet de décision généralise la transmission des informations prévisionnelles à tous les opérateurs mobiles, indépendamment du cadre des autorisations d'utilisation de fréquences, et y apporte également certaines évolutions :

- Concernant la transmission trimestrielle, l'ARCEP étend la prévision à 9 mois et ajoute la transmission de nouvelles informations relatives aux sites existants sur lesquels sera allumée une nouvelle technologie en précisant la bande de fréquences utilisée et aux sites devant être éteints.
- Quant à la transmission biannuelle, l'ARCEP envisage de retenir une maille plus fine que le département, à savoir l'intercommunalité ou le canton, en vue de fournir la liste prévisionnelle des sites devant être ouverts dans les 2 ans.

La première transmission de ce nouveau format est fixée au 2 août 2023.

Articulation entre les autorisations d'utilisation de fréquences et le projet de décision :

A titre liminaire, SFR s'interroge sur l'articulation entre les obligations de transmission imposées par les autorisations d'utilisation de fréquences ainsi que celles prévues par la présente consultation. SFR estime nécessaire que l'ARCEP apporte des clarifications sur ce point, le projet de décision précisant simplement que les opérateurs pourront réaliser « *une transmission unique de ces informations dans leur format le plus complet* ».

En tant que titulaire de plusieurs autorisations d'utilisation de fréquences, SFR est déjà tenue de fournir des informations relatives aux déploiements prévisionnels de ses sites. Le projet de décision reprend les obligations des autorisations d'utilisation de fréquences et les complète. En conséquence, et conformément à l'article L. 32-1 du CPCE imposant à l'ARCEP d'adopter « *des mesures raisonnables et proportionnées* », SFR considère qu'elle n'aura plus besoin de transmettre de manière trimestrielle une prévision à 3 mois (obligation prévue dans ses autorisations d'utilisation de fréquences) mais uniquement à 9 mois (évolution proposée par la présente consultation). Il serait en effet disproportionné et déraisonnable pour les opérateurs de fournir les mêmes données prévisionnelles à 3 mois et à 9 mois.

A cet égard, SFR rappelle également que l'article L. 33-12-1 précité dispose que les prévisions de couverture sont transmises « *dès lors que les données susceptibles d'être utilisées pour l'élaboration de ces prévisions sont disponibles* » ; et que « *les opérateurs fournissent, moyennant des efforts raisonnables, les prévisions de couverture de leurs réseaux* ». Les opérateurs ont donc une obligation de moyen et non de résultat.

Transmission trimestrielle

Prévision à 9 mois

SFR s'interroge sur l'intérêt de porter à 9 mois la collecte des données prévisionnelles dans la mesure où la liste des nouveaux sites sera alors très proche de celle des sites pour lesquels une demande d'autorisation d'urbanisme a été déposée et qui est déjà transmise tous les 6 mois à l'ARCEP.

SFR considère donc qu'il serait véritablement préférable de conserver l'obligation actuelle qui prévoit que l'opérateur transmet tous les trois mois ses prévisions sur les 3 mois à venir.

Sites sur lesquels sera allumée une nouvelle technologie

SFR ne dispose pas de la visibilité suffisante pour préciser la bande de fréquences qui sera utilisée pour allumer une nouvelle technologie sur un site existant. C'est une donnée que les opérateurs ne peuvent maîtriser à 9 mois, car il s'agit de la vie du réseau. La fourniture de cette information nécessite un travail très important pour les opérateurs et apparaît donc disproportionnée et déraisonnable.

SFR demande ainsi à l'ARCEP de ne pas imposer aux opérateurs de préciser la bande de fréquences utilisées lorsqu'un site existant est équipé avec une nouvelle technologie.

Sites devant être éteints

SFR indiquera les sites à risque, c'est-à-dire les sites pour lesquels il y a un risque d'extinction en raison de difficultés rencontrées avec le bailleur.

En revanche, les opérateurs ne savent pas si le site sera effectivement éteint dans les 9 mois : certains sites peuvent être étiquetés « à risque » sur de nombreux mois sans être éteints.

Transmission biannuelle

Utilisation d'une maille plus fine

SFR rappelle que la prévision du nombre de sites dans les 2 ans est déjà une donnée compliquée à fournir à la maille départementale : en dehors des sites réglementaires, les opérateurs mettent à l'étude de nombreux sites afin de couvrir une zone donnée mais tous ne sortent pas in fine.

Transmettre cette prévision à 2 ans sur une maille assez large telle que le département est assez représentatif. En revanche, à une maille plus fine telle que l'intercommunalité ou le canton, cette donnée sera complexe à fournir et son exploitation n'aura que peu de sens. La définition d'une maille plus fine serait disproportionnée et déraisonnable par rapport à l'objectif poursuivi par l'ARCEP.

Pour ces raisons, SFR estime nécessaire de conserver la maille départementale.

Néanmoins, dans l'hypothèse où l'ARCEP venait à retenir une maille plus fine que le département, SFR préconise de retenir l'intercommunalité.

En effet, l'intercommunalité est une maille relativement plus grande que le canton et qui n'est pas infra-communale, comme peut l'être le canton (exemple de la commune de Nantes qui est découpée en 11 cantons).

En outre, il semble plus cohérent de choisir l'intercommunalité dans la mesure où le président de celle-ci bénéficie par ailleurs d'une compétence en termes d'information et d'autorisation pour l'exploitation d'une installation radioélectrique, telle que prévue à l'article L. 39-4-1 du CPCE. C'est donc sur le périmètre de l'intercommunalité qu'il existe un besoin d'avoir une vision globale des prévisions de déploiements mobiles.